

Mesdames et messieurs les élus,

Chères Saint-Loupiennes, chers Saint-Loupiens,

Il y a une semaine aujourd'hui, un individu ouvrait le feu dans les communes de La Verrière et de Trappes. Armé d'un pistolet-mitrailleur, il a tué M. Pengo Bossio Wangi et blessé sept autres personnes, pour certaines très grièvement.

Il s'agit d'un attentat terroriste à caractère raciste. Son auteur a reconnu avoir choisi de tirer sur les personnes en fonction de leur couleur de peau ou de leur religion présumée.

Cette attaque meurtrière suscite un choc émotionnel immense pour nous toutes et tous. Nous voulons ce soir rendre hommage à la victime qui a perdu la vie, à celles qui ont été blessées, nous voulons leur apporter notre soutien inconditionnel, ainsi qu'à leurs familles, leurs amis...

Nous voulons également saluer le courage et le sang-froid des forces de sécurité qui ont mis un terme à cette tuerie en interpellant son auteur. Nous voulons témoigner notre reconnaissance aux équipes de secours et à tous les intervenants dont la mobilisation a permis de prendre en charge les victimes et de sauver des vies.

Enfin, au nom de notre collectivité, je veux adresser aux habitantes et aux habitants de La Verrière et de Trappes un message de solidarité profonde et sans réserve. Alors qu'un rassemblement se tient en ce moment même sur place, nous voulons leur dire : vous n'êtes pas seuls. Nous sommes à vos côtés.

Mais au-delà de l'émotion, aussi profonde et légitime soit-elle, cet attentat nous oblige à réfléchir collectivement à sa signification et à ses objectifs.

Car un acte terroriste ne vise jamais uniquement les personnes directement frappées. Il cherche à atteindre toute une société. Il entend semer la peur, provoquer des divisions, fragiliser notre cohésion nationale et s'attaquer aux fondements mêmes de notre République.

Avec cet attentat très clairement raciste, en visant des personnes noires et des personnes supposées musulmanes, le tueur veut mettre à mal la concorde républicaine, il veut mettre en péril notre capacité à vivre tous ensemble dans une République qui ne fait aucune distinction entre ses citoyens, une République qui appartient à chacune et chacun, quels que soient leur couleur de peau, leurs origines, leur religion ou leur absence de religion.

Je veux également saluer ici la dignité et la pertinence des propos tenus depuis l'attentat par Ali Rabeh, maire de Trappes. Il a mis en avant notre responsabilité collective face au racisme. Il a souligné la nécessité de lutter contre une idéologie qui n'accorde pas la même valeur aux individus selon leur couleur de peau, leur origine, leur religion, leurs convictions...

Notre devise républicaine est un triptyque : Liberté, Égalité, Fraternité. Les trois termes sont indissociables. Pour que nous puissions être libres, nous devons être égaux, ainsi que nous le rappelle, dans un même mouvement, la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen en son premier article. Pas de liberté sans égalité, pas de liberté sans sécurité, pas de sécurité sans fraternité... Les citoyennes et les citoyens sont des semblables, nous sommes des sœurs, des frères en République.

Et le maire de Trappes a aussi attiré notre attention sur notre responsabilité politique. Oui, banaliser des idées qui ciblent une catégorie ou une autre de la population, qui la désignent comme un danger, nous fait collectivement courir ce risque. Le tueur de La Verrière et de Trappes a été « armé idéologiquement » par une conception raciste, antirépublicaine, qu'il a faite sienne, et qui, dans son esprit, a légitimé son crime.

Et ces idées racistes et antirépublicaines, force est de le constater, connaissent depuis plusieurs années une expression très présente dans notre société. En qualifiant la ville de Trappes de « petite République islamique en miniature », en jetant constamment sur les minorités noires et musulmanes de notre pays un soupçon ignominieux sur fond d'une pseudo bataille culturelle, en répétant à l'envi que « l'identité française » serait incompatible avec certaines religions, certains modes de vie, les orateurs et oratrices qui défendent des idées aussi infondées que le « grand remplacement » banalisent - et insufflent dans les esprits - la peur de l'autre, le soupçon, mais aussi le racisme le plus primaire en établissant *in fine* une hiérarchie entre les composantes réelles de notre société française et de notre République.

Il y a une continuité idéologique entre les discours qui distillent la haine et les passages à l'acte terroristes comme celui qui a ébranlé le pays la semaine dernière. Les mots ne sont pas des actes meurtriers, mais ils peuvent préparer les consciences à les accepter, ou à les excuser.

C'est pourquoi notre responsabilité est collective. Elle est celle de ceux qui tiennent ces discours, de ceux qui leur donnent une tribune, mais aussi de

chacun d'entre nous, lorsque nous nous habituons à les entendre, lorsque nous cessons de nous en indigner, lorsque nous finissons par considérer comme ordinaires des propos qui ne devraient jamais l'être.

Le droit français fixe des limites à la liberté d'expression : la provocation à la haine raciste, notamment, est réprimée. Mais notre exigence républicaine ne saurait se limiter au seul respect de la loi. Elle nous impose de refuser les amalgames, la stigmatisation, l'idée même que certains de nos concitoyens seraient moins français, moins légitimes, moins dignes que d'autres.

C'est à cette vigilance que je veux nous appeler. Non pas seulement aujourd'hui, dans l'émotion de cet attentat, mais chaque fois que la peur de l'autre, le mépris ou la haine prétendent trouver leur place dans notre débat public.

Alors, ce soir, souvenons-nous de Pengo Bossio Wangi, 26 ans.

Pensons à Ramatou, 12 ans, qui a reçu huit balles dans le corps ; à Ahmed, 21 ans ; à Sofia 40 ans, mère de famille, et à toutes les autres victimes dont les vies ont été bouleversées.

Ne les oublions pas.

En hommage aux victimes, en solidarité avec leurs familles et avec les habitants de La Verrière et de Trappes, en témoignage de notre refus absolu du racisme, de la haine et de toutes les formes de discrimination, je vous propose de conclure ce rassemblement par un geste d'unité et de fraternité.

Je vous invite à chanter ensemble notre hymne national, La Marseillaise.